



INSTITUTION



## Budget complémentaire : entre gestion rigoureuse et ambitions intactes

Les élus du Conseil départemental se sont réunis en séance plénière mardi 4 novembre pour une session consacrée au vote de la décision modificative n°2 (DM2) du budget 2025. D'un montant de 2,7 millions d'euros, elle est marquée par un esprit de sérieux et de rigueur qui permet à la collectivité de poursuivre ses objectifs.

*Publié le 05 novembre 2025*

La décision modificative n°2 (DM2) du budget 2025 s'élève à 2,7 millions d'euros. Dans un contexte national et financier incertain, elle est principalement marquée par un esprit de rigueur qui permet toutefois de répondre à la feuille de route et aux objectifs de la collectivité : davantage de justice sociale, l'excellence environnementale, un soutien à l'activité économique locale à travers ses investissements, un soutien à l'agriculture, ainsi qu'au tissu associatif, sportif et culturel.

L'engagement du Département en faveur des solidarités humaines se traduit par des crédits supplémentaires de 1,5 million. Sur le plan des investissements, et dans l'objectif de valoriser les métiers de l'aide à domicile, la collectivité va acquérir des véhicules sans permis pour un montant de 180.000 euros qu'elle mettra à la disposition des SAD (Services d'aide à domicile) dans le cadre de son plan 1500 voitures.

Des crédits supplémentaires seront engagés pour l'entretien routier et les travaux de réfection du pont de la Mouline à Groléjac. De même, le Département poursuit ses efforts en matière d'aides à l'amélioration de l'habitat.

Cinq motions ont été soumises au vote des élus : une sur la défense de la mission Solidarité des Conseils départementaux, une sur la situation préoccupante des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, une autre pour soutenir les radios associatives dont l'existence est mise à mal par des projets de coupes budgétaires gouvernementaux, une pour défendre la filière-bois durable compétitive et créatrice d'emploi, et la dernière qui alerte sur la situation budgétaire de l'ensemble des Départements en France qui, déjà en difficulté, pourrait être davantage impactée par des décisions gouvernementales à venir.